

Avant-propos du Président



2007 a été une année capitale pour le FIDA. Une année qui a marqué nos trente ans d'histoire aux avant-postes du combat contre la pauvreté rurale et la faim. Une année caractérisée aussi par une nouvelle reconnaissance de la contribution primordiale de l'agriculture au développement. Et une année qui a confirmé l'importance et l'urgente nécessité de notre mandat.

En 2007, le FIDA a mené à bien un programme de travail d'un montant de 598,8 millions de USD – le chiffre le plus élevé de toute son histoire. Le montant des décaissements de prêts a atteint 399,1 millions de USD, un autre record. Les partenaires ont versé 1,25 USD pour des projets du FIDA en contrepartie de chaque dollar provenant des ressources propres du Fonds.

Le FIDA est à la fois une institution financière internationale et une institution spécialisée des Nations Unies. Elle est la seule, au sein du système, à se consacrer exclusivement à la réduction de la pauvreté rurale dans les pays en développement. Depuis l'approbation de notre premier prêt en 1978, nous avons donné à plus de 300 millions de ruraux pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine les moyens d'action nécessaires pour augmenter leur production alimentaire, mieux gérer leurs terres et les autres ressources naturelles, assimiler de nouvelles techniques, créer des petites entreprises, créer des organisations fortes et peser sur les décisions qui ont des incidences pour eux.

Ces dernières années, le chiffre mondial de l'extrême pauvreté a sensiblement diminué, mais les avancées sont très inégales. La baisse observée s'explique en grande partie par le formidable recul de la pauvreté en Chine et dans d'autres pays d'Asie. Ailleurs dans le monde, le progrès se fait attendre, et dans certaines régions d'Afrique subsaharienne la misère ne cesse de gagner du terrain. Aujourd'hui, près d'un milliard d'habitants de la planète souffrent encore cruellement de la pauvreté et de la faim. Environ 75% d'entre eux vivent dans des zones rurales et sont tributaires de l'agriculture et des activités para-agricoles. Ce sont là les hommes, les femmes et les enfants que nous devons atteindre si nous voulons réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement.

En 2007, le développement agricole est redevenu un sujet d'actualité de premier plan à la faveur de la parution du rapport de la Banque mondiale intitulé *Rapport sur le développement dans le monde 2008: L'agriculture au service du développement*. Cette publication, à laquelle le FIDA a apporté une contribution à la fois intellectuelle et financière, n'a fait que confirmer ce que nous au FIDA savons depuis toujours: le développement agricole est extrêmement efficace pour vaincre la pauvreté. Le rapport indique sans équivoque que l'agriculture doit être au cœur des programmes de développement. La croissance induite par l'agriculture est en effet quatre fois plus efficace pour augmenter les revenus des populations les plus pauvres que la croissance produite par un autre secteur.

Malheureusement, malgré cette nouvelle reconnaissance de l'importance de l'agriculture pour la croissance et la réduction de la pauvreté, l'investissement dans le secteur agricole reste très en deçà des besoins. Les dépenses publiques pour l'agriculture ont diminué dans la plupart des pays en développement. Parallèlement, la part de l'agriculture dans l'aide extérieure au développement est tombée de 18% en 1979 à 3,5% en 2004.

Les nouveaux éléments apparus dans l'année écoulée ne font que confirmer l'impérieuse nécessité de vaincre la pauvreté et la faim – et l'incontestable utilité de l'action du FIDA. La hausse des cours des denrées et la demande croissante de biocarburants sont synonymes d'opportunités économiques mais aussi de risques pour les populations rurales les plus pauvres. Certaines seront peut-être en meilleure position grâce à cette nouvelle donne, mais d'autres risquent d'être privées de leurs principaux moyens d'existence en raison de la flambée des prix et de l'expansion des cultures dédiées aux biocarburants au détriment des cultures vivrières.

Le changement climatique est un sujet de préoccupation encore plus prégnant. La plupart des ruraux pauvres vivent de l'agriculture, et l'on sait que cette activité humaine est la plus directement affectée par la variabilité du climat. Le changement climatique frappera de plein fouet les populations les plus pauvres et les plus vulnérables, mettra en péril leurs habitations et leurs moyens d'existence. Aider les ruraux pauvres à relever ces défis est selon moi un impératif économique, social et moral.

Comme nous avons fermement gardé le cap sur le développement agricole à l'heure où certains donateurs et gouvernements portaient leur attention ailleurs, nous sommes bien placés pour aider les habitants les plus pauvres de la planète à faire face aux exigences d'un monde en pleine transformation.

Notre avantage comparatif tient à notre expérience et à notre palmarès. La décision de créer le FIDA a été prise à la suite des graves pénuries alimentaires et des hausses de prix qui avaient frappé l'Afrique et l'Asie dans les années précédentes. Nous intervenons essentiellement dans des zones marginales de culture pluviale, et c'est pourquoi l'adaptation à la variabilité du climat et la résilience au stress environnemental ont toujours fait partie de notre travail.

En 2007, nous avons engagé dans l'ensemble de l'organisation des réformes qui permettront au FIDA d'être encore plus efficace dans les années à venir. Les résultats attendus au titre du Plan d'action du FIDA pour améliorer son efficacité en matière de développement ont été concrétisés dans les délais et sans dépassement de coût. Le programme du Plan d'action inspire déjà nos activités quotidiennes, et nous sommes de ce fait plus sélectifs, plus efficaces et mieux à même de suivre nos résultats.

Nous avons également présenté notre premier rapport consolidé sur l'efficacité de notre aide en matière de développement, qui fait apparaître une nette amélioration de la performance des programmes et des projets depuis l'évaluation externe indépendante de 2003. Le degré de pertinence des activités du FIDA demeure très élevé, des gains d'efficacité et d'efficacités ont été enregistrés, l'innovation a été plus dynamique, et l'impact sur la pauvreté rurale s'est renforcé.

Toutes ces réformes témoignent de notre volonté de travailler efficacement, et en partenariat. Nous honorons les principes énoncés dans la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et nous réalisons de bons scores en ce qui concerne les engagements de la déclaration relatifs aux partenariats. Par ailleurs nous participons activement, dans les pays concernés, aux huit expériences pilotes de l'initiative «Unité d'action» des Nations Unies, et nous renforçons notre collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Programme alimentaire mondial (PAM), les institutions apparentées de Rome. Nous étoffons nos partenariats stratégiques et opérationnels avec des institutions telles que la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

Je constate également avec satisfaction qu'en 2008 le FIDA va élargir son programme de travail pour la sixième année consécutive. En décembre, le Conseil d'administration a approuvé le programme de travail de 2008, pour un montant de 650 millions de USD, soit une augmentation de 10% par rapport au programme précédent.

À la session du Conseil des gouverneurs de février, nous allons lancer les négociations de la huitième reconstitution des ressources du FIDA. Cette reconstitution fixera notre cap pour les années qui nous séparent de 2015; elle pèsera de manière décisive sur la capacité du FIDA à contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement. Au côté de nos partenaires, nous poursuivrons notre action pour permettre à des millions de ruraux pauvres de se libérer de la pauvreté.



LENNART BÅGE
Le Président du FIDA